

L'ENGAGEMENT POLITIQUE DANS « LA GENERATION FACEBOOK » La situation de l'action collective protestataire en Egypte à la lumière des événements du 6 avril 2008 et 2009

Youssef EL CHAZLI*

Rédaction supervisée par Chaymaa HASSABO**

« Et je dis à tout le monde [...] je ne vais pas me taire et je ne regrette pas, et s'ils m'avaient emprisonné dix ans, je serais ressortie et j'aurais refait ce que j'ai fait, voire plus. » Sarah R., Militante « 6 avril » arrêtée à Kafr el-Cheikh, *Al-Badil* 07.04.2009

« Nous sommes un groupe de jeunes égyptiens fédérés uniquement par l'amour pour ce pays et par l'envie de le réformer. Et malgré le fait que la majorité d'entre nous ne soit affilié à aucun courant politique et que nous n'avions aucun lien avec la politique, il se trouve que nous sommes décidés à continuer le chemin et que nous croyons que nous pouvons continuer là où les autres se sont arrêtés. » Blog des « Jeunes du 6 avril ». ¹

« L'année 2007 en Egypte restera dans les mémoires comme celle d'un vaste élan de protestation face aux difficultés croissantes de la vie quotidienne [...]. » ². Ce constat est partagé quasi unanimement. Grèves, *sit-in* et manifestations ont été monnaie courante à partir de 2006, et depuis, ces actes de protestation sont devenus à la mode ³. Cette ouverture relative de l'espace public, renforcée par la liberté de ton constatable dans la presse dite indépendante, participe à la promotion du discours sur la démocratisation tant martelé par les autorités égyptiennes. Si une libéralisation du système politique égyptien est aujourd'hui indéniable, le corollaire de celle-ci n'est pas nécessairement la démocratisation, ou la transition de l'autoritarisme vers un système politique plus ouvert. Bien au contraire, comme le suggèrent de nombreux spécialistes, « on peut envisager les politiques de libéralisation plutôt comme une restructuration de l'autoritarisme que comme la première étape d'une transition vers la démocratie. » ⁴

Les stratégies de libéralisation politique, vues comme des stratégies de « consolidation » ⁵ du pouvoir, ont été peu ou prou efficaces, depuis leur mise en oeuvre au début de la décennie 2000. Cependant, si le régime a réussi à dompter les forces politiques classiques (partis politiques, syndicats, frères musulmans) en usant de moyens divers, son autorité se trouve de plus en plus contestée et défiée. La cooptation des différentes forces politiques, qui a eu pour conséquence la « décrédibilisation » de

* Youssef El Chazli est étudiant en Master de science politique des relations internationales à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris. youssef.elchazli@sciences-po.org

** Chaymaa Hassabo est doctorante à l'Institut d'Etudes Politiques de Grenoble. Elle est chercheuse rattachée au Centre d'Etudes et de Documentation Economiques, Juridiques et Sociales – Le Caire.

1 Traduit par l'auteur de ce texte.

2 H. Aouardji et H. Legeay (dirs), *Chroniques égyptiennes 2007*, CEDEJ, Octobre 2008.

3 Le quotidien « *Al-Masri al-yom* » a recensé 222 mouvements de protestation en 2006 et au moins un par jour en 2007. » Sophie Pommier, *Egypte – L'envers du décor*, La découverte, 2008, p.236.

4 A. Boutaleb, J.N. Ferrié et B. Rey (coord.), *L'autoritarisme dans le monde arabe – autour de Michel Camau et Luis Martinez*, Débats, CEDEJ, Juin 2005, p. 5. Sur l'autoritarisme dans le monde arabe en général voir P. Droz-Vincent, *Quel avenir pour l'autoritarisme dans le monde arabe ?* RFSF, vol. 54, n° 6, décembre 2004, p. 945-979.

5 *Ibid.*, p. 9.

celles-ci, a provoqué la frustration de la population. De nouveaux mouvements vont donc naître, venant du *bas*⁶, et contestant tant le régime que les forces classiques d'opposition. Dans ce contexte, l'accent est mis dans les recherches les plus récentes sur le rôle crucial des mobilisations sociales protestataires dans l'activité politique⁷.

Si les mobilisations sociales protestataires ont toujours plus ou moins existé, la nouveauté que l'on peut observer sur la scène égyptienne est l'émergence de nouveaux outils de mobilisation et d'expression politiques. En d'autres termes, l'émergence de nouveaux répertoires d'actions qui viennent se greffer sur les anciennes pratiques. L'exemple emblématique de cette nouveauté est bien évidemment l'utilisation d'Internet. C'est en ce sens que l'étude des mouvements qui utilisent des sites de réseaux sociaux virtuels, à l'instar de Facebook, nous semble pertinente. Il est intéressant d'observer comment ces mouvements agissent sur la scène politique et interagissent avec les autres forces politiques.

L'objet de cet article sera donc d'illustrer le renouveau de la mobilisation sociale protestataire en Egypte, mais aussi de tenter d'évaluer l'impact réel de ces mobilisations sur la configuration du système politique et enfin, le rôle de ces mobilisations dans la genèse d'une conscience et d'une identité politiques dans la jeunesse égyptienne.

« Un groupe pas comme les autres » : genèse du « mouvement du 6 avril »

L'année 2008 débute en Egypte dans un contexte d'ébullition sociale de plus en plus palpable. Les accidents qui défraient la chronique depuis plusieurs mois, ainsi que la chute considérable du niveau de vie de la population expliquent en grande partie cette tension sociale et donne un bon point de départ pour l'analyse des mouvements sociaux protestataires dans le pays. Cette tension sociale atteint son paroxysme lors des « émeutes du pain »⁸ qui éclatent dans les premiers mois de l'année. Ces émeutes sont observables aux quatre coins d'Egypte mais surtout dans les grandes villes; les boulangeries sont prises d'assaut par la population et la pénurie se fait rapidement sentir, causée entre autres par la diminution des subventions étatiques. Les longues files d'attentes devant les boulangeries dérapent et se transforment en émeutes et l'on comptera plusieurs morts, qui seront nommés les « martyrs du pain ».

6 Nous entendons par *mouvements venant du bas* tout mouvement qui se politise, exprimant cette politisation par le biais d'une prise de parole publique, et qui ne soit pas issu du milieu politique classique.

7 Joel Beinin, « The Egyptian Workers Movement in 2007 », in *Chroniques égyptiennes* (op. cit.); Mounia Bennani-Chraïbi et Olivier Fillieule, *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, Presses de Sciences Po, 2003 ; Frédéric Vairel, « L'opposition en situation autoritaire : statut et modes d'action », in O. Dabène, V. Geisser et G. Massardier (dirs.), *Autoritarismes démocratiques et démocraties autoritaires au XXI^e siècle*, La Découverte, 2008 ; entre autres.

8 L'expression fait écho à des émeutes qui avaient éclaté en 1977 lorsque les subventions du pain avaient été supprimées.

Dans ce contexte social difficile, marqué principalement par des mouvements de grève dans les grandes usines égyptiennes ainsi que dans l'administration, les émeutes du pain deviennent rapidement un catalyseur de la crise. Divers mouvements appellent à manifester et à contester les politiques de libéralisation économique du régime. Parallèlement, le « mouvement du 6 avril » se profile et émerge peu à peu dans ce contexte bien précis.

Mobilisation et prise de conscience

La naissance du mouvement du 6 avril n'est pas le fruit de décisions stratégiques d'un groupe d'acteurs. En ceci, il se différencie de la majorité des mouvements d'opposition égyptiens. Il émerge « sans que des organisations préexistantes en soient initiatrices »⁹. À la base du mouvement est la création d'un groupe sur le site Facebook¹⁰ dont l'objet était d'exprimer la solidarité des Egyptiens envers les victimes des émeutes du pain. À travers les discussions tenues sur le forum du groupe, on retrouve rapidement les thèmes généraux de l'opposition égyptienne : contestation du régime, refus de la succession, déploration de l'état du pays, etc. Ce groupe reste assez « classique » dans sa constitution sociale et par les thèmes débattus si on le compare aux autres groupes présents sur Facebook et portant sur des questions sociopolitiques en Egypte, du moins à ses débuts¹¹.

Cependant, très vite, le groupe prend une ampleur considérable. Cela est dû en partie à l'objet même du groupe. Généralement, ce genre de groupes est très orienté politiquement. Les libéraux, les gauchistes ou les islamistes se rencontrent rarement sur Facebook. L'incursion d'un *outsider* dans un groupe a souvent pour but de le dénigrer et l'administrateur du groupe a toujours le dernier mot, il peut toujours expulser les fauteurs de trouble¹². A contrario, un sujet comme celui des émeutes du pain¹³ (renforcé par les reportages télévisés sur les familles de personnes décédées dans ces émeutes) ne pouvait laisser personne indifférent et a réussi à fédérer tous les courants.

À partir du moment où le groupe commence à rassembler un nombre conséquent d'utilisateurs Facebook¹⁴, il prend une tournure de plus en plus *politisée* et militante. Cette politisation n'est pas le fruit

9 Erik Neveu, *Sociologie des mouvements sociaux*, La Découverte, Repères, 2005, p. 22.

10 Le site www.facebook.com est un site de réseaux sociaux qui compte plus de 80 millions d'utilisateurs. On y compte plus de 55 000 réseaux.

11 On y retrouve principalement des étudiants d'université issus de la classe moyenne et de la petite bourgeoisie. Beaucoup d'autres groupes de l'époque traitaient de questions proches, par exemple *Masr dawla libraleya (l'Égypte un État libéral)*, *Egypt a secular state*, parmi d'autres.

12 « Les communautés virtuelles et la réalité politique : le cas Facebook en Egypte », Youssef el Chazli et Youssef Daoud, *Mémoire de Science Politique pour l'Institut de Recherche et du Développement et l'Institut de Droit des Affaires Internationales*, p. 25.

13 Précisons aussi qu'au même moment, dont il sera traité plus bas, les tensions entre grévistes et dirigeants de certaines usines menacent de déraiper violemment, et que la presse relaye ces informations quotidiennement. Le climat de contestation ébranle tout le pays, tous secteurs confondus.

14 614 292 utilisateurs sont inscrits dans le réseau Egypte sur Facebook. Ce qui n'empêche d'autres utilisateurs de s'inscrire dans d'autres réseaux, mais ce chiffre peut constituer une sorte de socle minimal des Egyptiens présents/actifs sur

du hasard évidemment. Plusieurs activistes et militants politiques voient dans ce groupe une opportunité pour créer un nouveau mouvement de contestation. Parmi ces militants, on retrouve des personnes affiliées à différents partis politiques ou encore à différents mouvements de la société civile comme Kifâya ou des anciens membres du groupe des « Jeunes pour le Changement ». La structure d'opportunité politique va se montrer favorable par la suite au développement du groupe. Les nouveaux leaders politisés n'ont pas eu à chercher longtemps pour trouver un but précis qui donnerait sens à une action collective.

De la protestation à la contestation : politisation du groupe

Les grèves, manifestations et sit-in, comme nous l'avons précisé, sont devenus une mode dans les pratiques de protestation, ils se sont ancrés dans les « répertoires d'action »¹⁵. Si le régime arrive tant bien que mal à gérer les différents problèmes sociaux, à quadriller les forces politiques potentiellement dangereuses, il a bien plus de difficultés à régler de manière qui lui soit favorable la question des mouvements ouvriers. En 2007, « près de 500 000 ouvriers égyptiens ont participé à des grèves, à des occupations d'usines entre autres formes d'action collective »¹⁶. Face à cette nouveauté, le pouvoir a dû négocier et parfois se soumettre (souvent partiellement) aux revendications des ouvriers. L'intelligentsia a ouvertement soutenu ces mouvements et beaucoup d'intellectuels et d'analystes ont vu dans ceux-ci une des rares forces crédibles pour la démocratisation en Egypte¹⁷.

Un de ces mouvements de grève le plus remarquable (de par sa taille et son intensité) est sans doute celui de la ville de al-Mahalla al-Kubrâ. Cette ville vit principalement de l'industrie du textile. Elle est le siège de la plus grande usine d'Egypte dans ce domaine, qui est aussi l'industrie de secteur public la plus importante du pays. En décembre 2006 et septembre 2007, deux grèves d'une ampleur extraordinaire ont été organisées dans cette usine, obligeant les pouvoirs publics (le Premier ministre en personne) à s'occuper de la question et à proposer des solutions¹⁸. L'évolution de la situation à Mahalla a mené les dirigeants du mouvement ouvrier à prévoir une grève pour le 6 avril 2008 en protestation de

Facebook. Le mouvement du 6 avril décollera de ses quelques milliers membres à 70 000 membres environ, ce qui nous donne un ordre de grandeur.

15 « Dans son acception moyenne, l'idée de répertoire présente un modèle où l'expérience accumulée d'acteurs s'entrecroise avec les stratégies des autorités, en rendant un ensemble de moyens d'action limités plus pratique, plus attractif, et plus fréquent que beaucoup d'autres moyens qui pourraient, en principe, servir les mêmes intérêts. » C. Tilly, « Les origines du répertoire de l'action collective contemporaine en France et en Grande-Bretagne », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 4, octobre 1984, cité in *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes* (v. bibliographie).

16 Joel Beinin, « The Egyptian Workers Movement in 2007 », in *Chroniques égyptiennes (op.cit.)*, p. 217.

17 Joel Beinin conclut sa contribution sur les mouvements ouvriers de la manière suivante : « [...] the labor movement continues to inspire resistance to the Mubarak regime among other sectors of the population, even elements of the state apparatus. Therefore, it is likely to be an essential component of any viable movement for democracy in Egypt. » *ibid.*, p. 235.

18 Pour plus de détails sur les mouvements ouvriers à Mahalla voir l'article de Joel Beinin, *ibid.*, pp. 217 – 235, ainsi que l'article de Françoise Clément, « Elections ouvrières : entre fraude et chasse aux 'Frères masqués' », in *Chroniques égyptiennes 2006*, CEDEJ, 2007.

la non application des promesses de l'Etat. Cette contestation clairement « catégorielle » va être reprise par le groupe Facebook qui se transformera en « groupe du 6 avril »¹⁹.

L'appel à la grève générale est lancé. Ou pour être plus précis, l'appel à la *désobéissance civile* est lancé. Le nouveau groupe du 6 avril, qui prendra officiellement le nom de « mouvement du 6 avril »²⁰, appelle la population à rester chez elle en signe de protestation contre la vie chère et en solidarité avec le mouvement ouvrier de Maḥalla. Il est évident que ce sont deux revendications en principe non liées. Le mouvement est, en quelque sorte, un mouvement de jeunes qui s'institue en « porte-parole de l'ensemble des forces sociales contre le pouvoir politique en place. »²¹ La reprise pour son compte de diverses contestations catégorielles, et autres thèmes généraux de l'opposition égyptienne, est (et restera) un des traits fondamentaux de ce mouvement.

Le slogan d'alors est précis : « Reste à la maison » (*kbhallik bil bayt*). Il n'appelle, à ses débuts, à aucune manifestation ou à aucun acte de protestation direct. Par la suite, l'emprise évidente de jeunes plus politisés sur le groupe fait évoluer la tendance. On commence à prévoir des lieux de rencontre pour le 6 avril, des manifestations, des sit-in, etc. Le nombre de membres du groupe explose. Quelques-jours avant le jour J, le groupe compte plus de 65.000 membres. Et, le petit groupe perdu sur la toile fait son apparition dans les titres des journaux indépendants, consacrant ainsi la réussite de sa stratégie de communication, mais surtout sa légitimité.

Cette nouvelle notoriété crée un certain nombre de débats au sein de la classe politique égyptienne. Le mouvement est autant soutenu que dénigré. Plusieurs courants ou groupes, par exemple, promettent leur participation à la grève du 6 avril. On retrouve parmi eux Kifāya, « Enseignants sans syndicat », ou encore les étudiants socialistes révolutionnaires²². Il n'est pas étonnant de voir là des groupes en manque d'audience et de légitimité sociale. Il n'est pas surprenant, dans la même logique, de voir que le principal mouvement d'opposition égyptien – Les Frères musulmans – refuse de participer à la grève. Même les hautes institutions culturelles donnent leur avis : al-Azhar et l'Eglise condamnent fermement la grève. Enfin, le ministère de l'Intérieur émet une déclaration faisant état de mesures prises pour la garantie du respect de l'ordre public et menace grévistes et manifestants de représailles sévères²³.

19 Le nouveau groupe Facebook créé le 22 mars s'appelle exactement : « le 6 avril – Grève générale pour le peuple d'Egypte ».

20 « Harakat sitta abril ».

21 Dina el Khawaga, « La génération *seventies* en Egypte. La société civile comme répertoire d'action alternatif », in *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes* (cf. bibliographie), p. 279.

22 *Al-Masri al-yom*, 06.04.2008

23 *Ibid.*

Déroulement de la journée du 6 avril et évènements liés

A la veille du 6 avril, un des leaders du mouvement²⁴ estime qu'approximativement 150.000 participants suivront l'appel lancé par le mouvement. S'il entendait par cette déclaration que plus de 150.000 personnes participeraient aux manifestations et autres actes de protestation, les évènements l'ont clairement contredit. En dehors du cas spécifique d'al-Mahalla, les manifestants se sont comptés en centaines et non pas en milliers. Les arrestations aussi se sont comptées en centaines.

De manière assez évidente, les services de sécurité ont réussi à faire avorter le mouvement, du moins d'un point de vue purement matériel et concret. Le 6 avril au matin, le centre-ville du Caire était bouclé par les services de sécurité. Le moindre regroupement se voyait éparpillé de manière musclée. La situation était similaire dans les autres grandes villes comme Alexandrie. A part quelques rares affrontements ici et là entre militants et forces de l'ordre, aucune manifestation de taille n'a été organisée. La journée s'est soldée par l'arrestation de militants, bloggeurs, journalistes et activistes tous azimuts.

Néanmoins, il en a été autrement dans la ville de Mahalla el-Kubrâ. Effectivement, et malgré un déploiement de forces de l'ordre inouï ayant commencé dans la nuit, les heurts entre ces derniers et les manifestants ont fait des victimes. Les manifestants étaient estimés à 10.000 manifestants rien que dans le centre-ville, et plus de 150 manifestants ont été arrêtés (certains étant toujours détenus jusqu'à aujourd'hui).

A la suite de l'épisode du 6 avril, un autre appel à la grève²⁵ est lancé pour le 4 mai²⁶. Les dispositifs sécuritaires ont certainement contribué à l'étouffement de ce deuxième mouvement, sans que ce soit l'unique raison pour autant. Le régime a réussi à calmer tous les protagonistes assez habilement. Du côté des contestations catégorielles, des augmentations et des primes pour les ouvriers et les fonctionnaires furent promises. Du côté des militants et des activistes en tous genres, de grandes vagues d'arrestation ont contribué à dissuader toute action protestataire potentielle²⁷. Il s'ensuivra une longue période de silence de la part du mouvement, mis à part les débats quotidiens sur le groupe Facebook.

24 Qui est par ailleurs affilié au parti d'opposition libéral al-Ghad et ex-militant des « Jeunes pour le Changement » et qui est devenu par la suite le leader principal du groupe.

25 L'appel est lancé le 6 avril même vers midi dans une euphorie générale animant le groupe Facebook.

26 Date qui n'est pas choisie au hasard puisque ce n'est autre que l'anniversaire du Président Moubarak.

27 Là aussi, ça n'est certainement pas l'unique raison. On peut y voir une conséquence d'un désengagement faisant suite à l'impact trop faible du premier mouvement.

« La journée de la colère » du 6 avril 2009 : de la « frénésie » à la « déception généralisée »²⁸

Une mobilisation « virtuelle », en beaucoup de points similaire avec la première, va voir le jour vers la fin du mois de mars et le début du mois d'avril 2009. Nous n'entrerons pas dans les détails de celle-ci, simplement, nous nous contenterons de faire quelques remarques sur les divergences qu'il y a pu avoir entre les deux vagues de mobilisation.

Dès la seconde moitié du mois de mars, le « mouvement du 6 avril » refait son apparition sur la scène publique. Une revue de presse rapide des principaux journaux indépendants égyptiens durant les dix derniers jours du mois montre une présence médiatique impressionnante²⁹. De plus, quelques uns des leaders sont invités dans des *talk-show* en vogue et bénéficiant d'une audience considérable³⁰. Non seulement le mouvement revient en force, mais il est devenu mieux structuré, mieux organisé et met en place une stratégie politique plus active. Le mouvement appelle à une journée de grève et d'expression de la colère du peuple égyptien. Il appelle par ailleurs les syndicats, les partis d'opposition et tout groupe contestataire³¹ à prendre part à cette journée de la colère. Ceci causera par la suite de nombreuses confrontations entre le mouvement et les autres forces politiques, à l'image du refus de participer à la grève annoncé par le parti *at-Tajammu'*.

Le mouvement, en plus de se poser comme « porte parole de l'ensemble des forces sociales », confirme son rôle d'acteur central (voire incontournable) de la scène politique égyptienne. Les Frères musulmans, qui avaient boycotté le premier mouvement, semblent prendre conscience de ce fait, à un moment où leur popularité n'est certainement pas à son plus haut. Après avoir, dans un premier temps, annoncé de manière confuse le boycott du mouvement³², le Guide de la confrérie annonce quatre jours plus tard que les Frères musulmans participeront à la grève par le biais de manifestations dans les universités³³.

Dans les faits, l'impact du mouvement fut sans commune mesure avec le précédent. Les journaux, étatiques ou indépendants, parlent de fiasco dès le lendemain. Mis à part les quelques échauffourées entre étudiants et forces de l'ordre, ou encore les arrestations de militants, le régime n'a pas jugé nécessaire de déployer les effectifs sécuritaires qui avaient été déployés l'année précédente³⁴. Ce sera le début d'une grande désillusion pour les sympathisants du mouvement. Au jour où nous

28 Albert O. Hirschman, *Bonheur privé, action publique*, Fayard, 1983, p. 226.

29 A partir du 25 mars, il y a toujours au moins un article par jour dans *el-Masri el-yom* ou dans *el-Dustur* qui traite du mouvement du 6 avril.

30 Notamment le fameux *al-Qabera al-Yom* (le Caire Aujourd'hui) du journaliste *Amr Adib* sur la chaîne satellitaire Orbit.

31 Groupes d'étudiants, associations de droits de l'homme, juges, etc.

32 Un article du journal *al Masri al Yom* titre : « La délégation du '6 avril' ne réussit pas à convaincre les 'Frères' de participer à la grève » 31.03.2009.

33 *Al-Badil*, 03.04.2009.

34 L'absence d'un mouvement ouvrier de l'ampleur de celui de 2008 y est certainement pour quelque chose.

rédigeons cet article (juin 2009), le groupe Facebook est toujours relativement actif mais a perdu beaucoup de ses adhérents. L'interrogation du passage de l'action collective du virtuel au réel est de plus en plus présente parmi les thèmes de conversation.

Echec ou succès d'une mobilisation sociale parmi d'autres (?)

Nous avons choisi de nous intéresser au mouvement du 6 avril car nous pensons qu'il présente plusieurs originalités comparé à d'autres mobilisations protestataires ayant eu lieu en Egypte. Cependant, au-delà de ces originalités, il est possible d'identifier des tendances générales transversales aux différentes mobilisations. Certaines problématiques se retrouvent dans toute la scène politique égyptienne ; l'analyse de celles-ci peut permettre d'éclairer quelque peu la situation de l'action collective en Egypte.

Créateurs et création du mouvement

Certaines théories assignent aux choix stratégiques d'acteurs un rôle principal dans la création des mobilisations sociales. Dans notre cas, plutôt qu'une somme de calculs rationnels faits par des acteurs conscients, c'est plutôt le hasard, la contingence des structures d'opportunités politiques qui permettent l'émergence du mouvement et sa politisation. Le mouvement a parcouru un long chemin entre sa naissance et ce qu'il est devenu pendant les journées du 6 avril 2008 et 2009. Il faut éviter de postuler une rationalité dans les actions et chez les acteurs qui démontrerait une logique linéaire susceptible d'être déglacée tout au long du mouvement.

Ce qui apparaît derrière ce mouvement, c'est avant tout la naissance d'une « génération politique ». La majorité de ces jeunes qui suivent les débats du groupe Facebook ont en commun d'avoir toujours vécu sous le régime Moubarak et dans l'apathie sociopolitique générée par celui-ci³⁵. Les analyses un peu simplistes (pour autant pas totalement dénuées d'une certaine lucidité) voient en cette génération une jeunesse en manque de grands événements, une jeunesse ayant du mal à se construire une identité. Or, les mobilisations sociales sont souvent un terrain propice pour la construction identitaire. Dans cette perspective, les mobilisations peuvent être perçues comme des stratégies de définition de soi, « l'action publique » comme source de « bonheur privé »³⁶. Nous reviendrons sur les conséquences de cette observation un peu plus loin.

35 Voir en ce sens l'analyse proposée par Chaymaa Hassabo des « Jeunes pour le Changement », « Du rassemblement à l'effritement des *Jeunes pour le changement* égyptiens. L'expérience de 'générations qui ont vécu et vivent toujours sous la loi d'urgence », *Revue internationale de politique comparée*, 2009/2, Volume 16, p. 241 – 261.

36 La référence est faite bien évidemment à Albert O. Hirschmann, *op.cit.*

L'originalité fondamentale, néanmoins, tient à notre avis au moyen utilisé pour mobiliser les ressources et les sympathisants : Internet. Certes, le mouvement du 6 avril n'est pas le premier à utiliser Internet de manière active³⁷. Mais il est le premier, sans aucun doute, à le populariser comme outil de mobilisation. Quoiqu'on puisse dire dans l'appréciation qualitative du nombre d'adhérents au groupe Facebook, le chiffre demeure remarquable (74.000 membres à son plus haut). Mais ce trait fondamental, qui a certainement contribué au succès de la mobilisation *virtuelle* peut être interprété, dans l'autre sens, comme ayant contribué à l'échec de la mobilisation *réelle*³⁸. Cela renvoie, plus largement, aux débats théoriques sur la valeur de l'engagement et du militantisme³⁹.

Expliquer l'échec (?) du mouvement

Si de nombreux commentateurs⁴⁰, notamment dans la presse égyptienne, ont parlé de l'échec du mouvement, il est nécessaire d'éclaircir ce point dans la mesure où il ne va pas de soi. On pourrait se dire que le mouvement fut un échec pour les organisateurs. Il se trouve, au contraire, que les événements du 6 avril ont « satisfait toutes les parties »⁴¹. Le mouvement, dès le 7 avril, annonce fièrement la réussite de la mobilisation.

Force est de constater que, bien souvent, le problème principal auquel font face les mouvements politiques égyptiens est le manque radical de visibilité dans l'arène publique. De ce point de vue, si l'on compare l'action menée par le groupe du 6 avril à d'autres actions collectives, il s'agit clairement une réussite : « on en a parlé ». D'un point de vue plus pragmatique, il serait plus logique (ce fut la position de différents éditorialistes et analystes égyptiens) d'évaluer le mouvement en confrontant ses objectifs avec les résultats obtenus. Aucune suite n'a été donnée aux revendications diverses du mouvement. Cela est certainement dû au mode même d'action du groupe. Un peu comme le remarque Sophie Pommier à propos de Kifâya, le mouvement du 6 avril « faute de proposer, [...] se contente de dénoncer »⁴².

Arrêtons-nous un instant sur ce problème. Ce qui fait la différence entre un mouvement comme celui d'el-Mahalla el-Kubrâ d'une part, et le mouvement du 6 avril d'autre part (ou Kifâya d'ailleurs), c'est que le premier perçoit et conçoit son action collective comme une « stratégie de survie ». Dans le second cas, c'est une prise de conscience politique, une sorte d'altruisme qui motive l'action collective

37 « C'est également Kefaya qui inaugure la pratique de la mobilisation et de l'expression politiques *via* Internet », Sophie Pommier, *op.cit.* p. 234.

38 Youssef Daoud et Youssef el Chazli, *op.cit.*, Conclusion.

39 Nous nous contentons de renvoyer au chapitre VI de l'ouvrage d'Erik Neveu, *op. cit.*, intitulé « Militantisme et construction identitaire », ainsi qu'à l'ouvrage de référence d'Albert O. Hirschmann, *op.cit.*

40 Les plus intéressants étant les articles du politologue Amr Elshobaki dans le journal *el-Masri el-yom* datés du 10.04.2008 et du 09.04.2009, intitulés respectivement « L'Égypte entre la grève hypothétique et réelle » et « pourquoi la grève du 6 avril a-t-elle échoué ? »

41 C'est le titre de l'article principal couvrant les événements dans le journal *el-Masri el-yom* (07.04.2008).

42 Sophie Pommier, *op. cit.*, p. 234.

et parallèlement, comme nous y avons fait allusion, une recherche de soi, une construction identitaire. C'est le symbole d'une pensée bourgeoise. Ce qui dans une certaine mesure est logique vu l'utilisation de Facebook comme moyen de mobilisation. Avoir la possibilité d'accéder à Internet et le luxe de passer des heures sur des forums n'est pas l'apanage des classes les plus défavorisées ou des classes ouvrières. Cependant, comme le notent Mounia Bennani-Chraïbi et Olivier Fillieule, « ce qui motive l'action, ce n'est pas forcément une quelconque prise de conscience, mais plutôt 'la nécessité de survivre et de mener une vie digne' »⁴³.

Ajoutons à ceci deux observations fort utiles proposées par Frédéric Vairel sur le cas du Maroc⁴⁴. Le premier est que les régimes mettent en œuvre des stratégies qui « oscillent entre une 'logique de quadrillage' et une 'logique d'hostilité absolue'. L'objectif du quadrillage est de disperser l'opposition politique afin de la rendre inoffensive. Sa conséquence directe est la « la mise au pas du corps social »⁴⁵, sa démobilisation. L'absence de quadrillage dans l'espace libre qu'est Internet peut expliquer cette mobilisation importante, mais une fois que la transposition du virtuel vers le monde réel est nécessaire, le poids du quadrillage réel avec sa dimension physiquement coercitive demeure rébarbatif. La deuxième observation souligne un point d'une importance capitale. F. Vairel considère que les acteurs de l'espace politique dans les régimes autoritaires font preuve d'une autolimitation considérable. « Les perceptions des militants [demeurent] structurées par la peur du dérapage »⁴⁶. *Grosso modo*, il s'agirait d'endosser une posture activiste sans pour autant entrer dans une opposition frontale avec l'autorité. L'argument principal pour légitimer cette posture est que tout acte radical serait nocif tant pour les mouvements protestataires à tendance un peu bourgeoise que pour l'Etat. Toute montée aux extrêmes profiterait aux radicaux. Il est donc nécessaire, pour le « bien de tous », de ne jamais aller « trop loin »⁴⁷.

Ceci nous renvoie à la problématique générale de la situation de l'action collective et de l'opposition en contexte autoritaire. Elle fait plus exactement écho au rôle tenu par la société civile dans une éventuelle démocratisation, et parallèlement, au sens qui doit être donné aux stratégies de libéralisation politique des régimes autoritaires.

Apathie sociale, politisation par le bas et action collective en situation autoritaire

La théorie politique propose plusieurs concepts pour analyser les réactions des individus face à

43 Mounia Bennani-Chraïbi et Olivier Fillieule (dirs.), *op.cit.*, p. 61.

44 Frédéric Vairel, « L'opposition en situation autoritaire : statut et modes d'action », in O. Dabène, V. Geisser et G. Massardier (dirs.), *Autoritarismes démocratiques et démocraties autoritaires au XXI^e siècle*, La Découverte, 2008.

45 *Ibid.*, p. 217.

46 *Ibid.*, p. 230.

47 Frédéric Vairel intitule sa conclusion « Jusqu'où ne pas aller trop loin ? », la formulation résume bien l'idée. *ibid.*, p. 228.

un pouvoir politique. Le triptyque conceptuel le plus connu et le plus utilisé est, sans doute, celui inspiré par Albert O. Hirschmann : *exit, voice and loyalty*. Ces attitudes individuelles (ou collectives) que sont la *défection*, la *prise de parole* ou la *loyauté* sont complétées par une quatrième attitude que l'on applique assez souvent au monde arabe, et notamment sur le cas égyptien : l'apathie. L'apathie consiste en une sorte d'accommodement avec l'ordre établi ayant pour principale conséquence la reproduction du contrôle social, ainsi que de figer l'organisation sociale. Pour autant, il marque une détérioration claire dans la coopération entre le régime et la société ayant des conséquences néfastes sur le développement d'un Etat. Souvent de manière quelque peu romanesque, l'idée d'une apathie sociopolitique généralisée en Egypte est avancée. C'est évidemment l'impact socioculturel du fameux « *Ma`lich* » égyptien. On pourrait expliquer l'échec ou la réussite relative du mouvement du 6 avril par cette idée d'apathie. Celle-ci semble néanmoins quelque peu réductrice.

L'Egypte assiste aujourd'hui à une (re)politisation de l'espace public et à l'émergence d'une nouvelle génération politisée et conscientisée. L'essor de la presse indépendante et son rôle primordial dans la politisation de la société⁴⁸, la popularité acquise par les nouveaux *talk-show* comme celui du journaliste *'Amr Adīb*, et bien d'autres éléments démontrent que la population s'intéresse de plus en plus aux questions politiques. Le lien entre social et politique se (re)fait à l'issue de la chute considérable du niveau de vie des citoyens égyptiens. Si avant, le politique était rarement pointé du doigt pour ces raisons, il a du mal à échapper aux accusations aujourd'hui.

Les mouvements sociaux, pour certains auteurs, ont eu un impact symbolique indiscutable sur la conscientisation et la politisation de la population. Joel Beinin note que le mouvement ouvrier « a réussi à forger une culture protestataire en Egypte et contribue à la formation d'une conscience de la citoyenneté et des droits beaucoup plus large que celle issue des développements dans les arènes des partis politiques ou des ONG »⁴⁹. De même, un groupe tel que celui du 6 avril a réussi à faire émerger un débat sur la scène publique. Les implications de l'appel à la « colère » du groupe étaient telles que tout un chacun se sentait concerné, que ce soit positivement (pour soutenir le mouvement) ou négativement (pour le condamner). On assiste fondamentalement à un mouvement de politisation venant par le bas qui se cristallise face au régime mais aussi face aux élites politiques traditionnelles qui ont toujours gardé le monopole du *parler politique* et de *l'agir politique*. Cette politisation par le bas est (et sera sûrement) un facteur important dans tout développement ultérieur de la scène politique égyptienne. Pour autant, restons prudents concernant les mérites de ces actions collectives et de ces mobilisations sociales. Si l'Etat laisse de l'espace à certains mouvements, cela ne veut pas dire pour autant qu'il admet sa défaite, qu'il s'ouvre politiquement. Certains auteurs auraient tendance à voir là un

48 Youssef Benkirane et Youssef el Chazli, « Le Président est malade, le Président est mort : de la rumeur au 'septembre noir des journalistes' », in *Chroniques égyptiennes*, *op.cit.*, p. 306.

49 Joel Beinin, *op.cit.*, p. 234.

changement de configuration de l'autoritarisme plus qu'autre chose. Evidemment, cette question dépasse le cadre et les limites de notre analyse.

Bibliographie indicative :

Sur les mouvements sociaux

Pour une étude exhaustive de la question de l'action collective se référer à l'ouvrage de Daniel Cefaï, *Pourquoi se mobilise-t-on ?* La Découverte, 2007. Pour une étude plus synthétique, voir Erik Neveu, *Sociologie des mouvements sociaux*, La Découverte, 2005. Pour une étude concentrée sur les mondes arabo-musulmans, voir l'ouvrage collectif dirigé par Mounia Bennani-Chraïbi et Olivier Fillieule, *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, Presses de Sciences Po, 2003.

Sur la politique égyptienne

Sophie Pommier, *Egypte – l'envers du décor*, La Découverte, 2008.

Les Chroniques égyptiennes du CEDEJ, édition 2006 et 2007.

Sur l'autoritarisme plus généralement, se référer à l'ouvrage collectif dirigé par Olivier Dabène, Vincent Geisser et Gilles Massardier intitulé *Autoritarismes démocratiques et démocraties autoritaires au XXI^e siècle*, La Découverte, 2008.

Résumé

L'Égypte connaît, depuis quelques-années, un changement remarquable dans sa configuration politique. Ce changement est visible, par exemple, dans l'essor de la presse indépendante, mais aussi dans l'explosion du nombre de mouvements sociaux. La contestation est à l'ordre du jour et ébranle tout le pays. Dans cet article, nous proposons un bref aperçu de cette scène politique en privilégiant l'étude d'un mouvement particulier : « le mouvement du 6 avril ».

* * *

Abstract

Egypt has witnessed, in the last few years, a remarkable change in its political configuration. This change is to be seen, for instance, in the rise of what is called the independent

press, and also the wide expansion in the number of social movements. Contesting the authority has become a regular activity, and it can be seen all over the country. In this article, we will try to show the main frame which outlines the Egyptian political scene. We will focus on a very particular and peculiar movement : “6 April’s movement”.